

Microsoft doit affronter une 2^e fronde judiciaire anti-WGA

Décidément, le dossier WGA (

Windows Genuine Advantage, nom du produit de sécurité de Microsoft, récemment introduit) n'est pas réglé. A quatre jours d'intervalle, on apprend, ce 5 juillet, qu'une nouvelle action en justice, en action collective, vient d'être lancée.

Cette deuxième vague de plaintes, selon IDG News, a été constituée à Seattle, en provenance de deux firmes, Engineered Process Controls LLC et Univex Inc., ainsi que par trois personnes (dénommées Edward Misfud, David DiDomizio et Martin Sifuentes) mentionnées comme étant détenteurs d'une licence Windows XP supportant la solution anti-piratage WGA.

Les griefs portés contre WGA sont les mêmes que précédemment: le produit de sécurité de Microsoft est accusé de renfermer un 'spyware', ou logiciel espion, qui rapatrierait chez Microsoft des données figurant sur le disque des postes clients, et considérées par ces derniers comme confidentielles et non autorisées à être transférées...

L'affaire, judiciairement, pourrait mener loin, cette fois encore. Ou coûter quelques dizaines de millions de dollars en arrangements à l'amiable.

Ces consommateurs reprochent à l'éditeur de les avoir trompés en indiquant que le produit WGA était une mise à jour de sécurité critique et en ne les prévenant pas que la solution les met fréquemment en relation avec les serveurs centraux de Microsoft.

La solution de Microsoft collecterait des données qui permettraient d'identifier aisément tel ou tel PC, individuellement. En outre, WGA serait modifiable à distance afin de recueillir des informations complémentaires, à l'initiative de l'éditeur.

Les plaignants déclarent que le dispositif recueille l'adresse IP du poste client, des données sur son BIOS (système de démarrage, en amont de Windows), les références du système d'exploitation, la langue utilisée et autres paramètres de configuration.

La réponse de Microsoft

Microsoft rétorque que sa solution ne fait que vérifier qu'une seule copie du système d'exploitation par ordinateur a été enregistrée et que, tout au plus, un message 'pop-up' peut s'afficher notifiant à l'utilisateur que son O.S. peut ne pas présenter de numéro de licence.

Et dans ce cas, la procédure de téléchargement peut être bloquée. Or, soutiennent les plaignants, le dispositif de Microsoft peut se tromper et indiquer, à tort, qu'un système d'exploitation serait dépourvu de licence.

Du reste, la firme de Redmond a corrigé le tir: elle a retiré ou modifié certaines fonctions de WGA et rendu moins fréquents les échanges de contrôle avec ses serveurs...